



# ÉLECTIONS AMÉRICAINES 2012

## Contexte et campagne

Guide de l'élection américaine à l'intention des journalistes, chercheurs, observateurs et analystes



Préparé par Charles-Philippe DAVID et Frédérick GAGNON  
Co-Président et Directeur de l'Observatoire sur les États-Unis  
Chaire Raoul-Dandurand, UQAM  
[www.dandurand.uqam.ca](http://www.dandurand.uqam.ca)



**Résumé :** Alors que la course en vue des élections présidentielles du 6 novembre 2012 s'amorce officiellement le 3 janvier prochain, avec le caucus de l'Iowa, premier scrutin du processus de sélection du candidat républicain qui affrontera Obama dans un an, Charles-Philippe David et Frédérick Gagnon présentent ici les dix clefs essentielles pour mieux comprendre et suivre l'évolution des élections américaines de 2012. Ils brossent un portrait des grands enjeux, candidats et possibles impacts de ces élections sur les États-Unis et le Québec, en plus d'évaluer les chances d'Obama d'être réélu pour un deuxième mandat.

## Les auteurs



**Charles-Philippe David** est professeur de science politique, co-président de l'Observatoire sur les États-Unis, et titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM. Il a reçu la bourse *Fulbright* à deux reprises, d'abord à l'Université de Californie à Los Angeles (UCLA) en 1991-1992, puis à l'Université Duke en 2002-2003. Il a également été chercheur invité à l'Institut du Canada au *Woodrow Wilson International Center for Scholars* à l'hiver 2003. Il a publié, seul ou en collaboration, une quinzaine d'ouvrages en français, dont *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, 2<sup>e</sup> éd. (Presses de sciences po, 2008), *Le conservatisme américain. Un mouvement qui a transformé les États-Unis* (PUQ, 2007), *Au sein de la Maison-Blanche : La formulation de la politique étrangère américaine*, 2e éd. (Presses de l'Université Laval, 2004). Il commente régulièrement l'actualité internationale dans les médias, notamment sur les enjeux stratégiques et de sécurité, de même que sur la politique étrangère des États-Unis.



**Frédérick Gagnon** est professeur de science politique et directeur de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM. Il a été récipiendaire d'une bourse *Fulbright* pour un séminaire post-doctoral sur la politique américaine à l'Université du Massachusetts à Amherst en 2005. Il a été chercheur invité à l'Institut du Canada du *Woodrow Wilson International Center for Scholars* ainsi qu'au *Center for American Politics and Citizenship* de l'Université du Maryland (2006), et professeur/chercheur invité au *Center for Canadian-American Studies* de la *Western Washington University* (2008). Il est l'auteur de l'un des rares ouvrages en français sur le Congrès des États-Unis (*Le Congrès des États-Unis*, PUQ, 2006) et coauteur avec Claude Corbo d'un ouvrage sur les institutions politiques aux États-Unis (Septentrion, 2011). Il a publié des articles dans plusieurs revues avec comité de lecture (*Études internationales*, *Canadian Review of American Studies*, *European Review of American Studies*). Il commente régulièrement la politique intérieure américaine dans les médias.

## ÉLECTIONS AMÉRICAINES 2012 CONTEXTE ET CAMPAGNE

Les élections présidentielles américaines auront lieu dans moins d'un an, le 6 novembre 2012. L'occupant de la Maison-Blanche, Barack Obama, est en difficulté même si les républicains tardent à identifier leur candidat en vue de l'élection générale. Quel est l'état de la situation pour Obama et qui l'affrontera dans un an? Quels sont les enjeux de cette campagne? Quel pourrait être l'impact de cette élection sur le Québec? Quelle sera l'influence du *Tea Party* sur le vote? Qui mène dans les sondages et pourquoi? Quelles sont les chances de réélection d'Obama? Cette note de synthèse aborde et survole de telles questions, en présentant les **dix clefs essentielles** pour mieux comprendre et suivre l'évolution de la campagne électorale américaine de 2012.

- 1. La situation actuelle pour Obama**
- 2. L'économie, l'enjeu clé**
- 3. Un électorat volatile et polarisé**
- 4. L'effet du *Tea party* et des indignés de *Wall Street***
- 5. Les enjeux de politique étrangère**
- 6. Investiture républicaine : la saison des perséides**
- 7. Les républicains et les enjeux de politique intérieure**
- 8. La course au financement électoral**
- 9. Primaires et États à surveiller**
- 10. Impact sur le Québec**

# 1. La situation actuelle pour Obama

La cote de popularité du Président se situe toujours autour de 45%, un résultat bien décevant en comparaison d'il y a trois ans. Pourquoi ?

Tout d'abord, les mouvements radicaux de droite lui sont virulemment opposés. Ils dénoncent à leurs yeux ce *Kenyan-musulman-socialiste* et non-Américain (une campagne menée notamment par Newt Gingrich, Mike Huckabee, Rush Limbaugh et FOX News, entre autres). Un Ronald Reagan, voire même un George Wallace ou Barry Goldwater, paraissent avec le recul des modérés ! **Les républicains libéraux existent de moins en moins**. Preuve à l'appui : l'opposition des républicains aux hausses d'impôts. Tout a débuté au milieu des années 1990 et s'est achevé à l'été 2011. La victoire des républicains Eric Cantor et Paul Ryan au Congrès, sur l'enjeu de la dette, représente l'échec le plus grave et le plus cuisant de la présidence d'Obama. Il est d'ailleurs possible que celle-ci ne s'en remette pas, tout comme il est probable que les États-Unis ne s'en remettent avant longtemps ! Les idées et la rhétorique toxiques ont miné le sens traditionnel américain du pragmatisme et du compromis.

Le Président Obama n'a pu exercer son pouvoir de politique intérieure et exploiter son grand charisme pour agir tel un leader à la Reagan, son héros. Il a fait sienne une approche trop « professorale » diront les uns, trop « délibérative » diront les autres. Le problème de ce Président est qu'il ne s'est jamais mis en colère ou si peu exprimé à la Clinton « *I feel your pain* ». Président trop cérébral sans doute et manifestant un peu le syndrome de la tour d'ivoire, Obama n'a pas véritablement exercé son leadership et son pouvoir de persuasion, de conviction (à l'instar de FDR). L'inexpérience de son équipe a paru évidente sur plusieurs enjeux dans les deux premières années de sa présidence. **Beaucoup de « prise » de décision mais pas assez de décisions**, si l'on se fie au compte-rendu de Ron Suskind sur les tergiversations de la Maison Blanche dans le secteur économique<sup>1</sup>. En fait, la présidence d'Obama n'a pas été à ce jour « transformationnelle » comme ses partisans le souhaitaient et l'anticipaient<sup>2</sup>.

Enfin, **les Américains sont plus pauvres**. Le revenu médian d'une famille (en dollars constants d'aujourd'hui) s'établissait à \$64,200 au début de la dernière décennie. Il s'établit dix ans plus tard, en 2010, à \$64,500 – soit moins d'un ½ pourcent de croissance cumulée<sup>3</sup>.

- ✓ Faible cote de popularité d'Obama
- ✓ Des mouvements radicaux de droite virulemment opposés
- ✓ Un fort potentiel charismatique non exploité
- ✓ Inexpérience de son équipe
- ✓ Un mandat présidentiel « non transformationnel »

## 2. L'économie, l'enjeu clé

Il semble impossible de retourner à l'ère Clinton des niveaux d'imposition d'impôt. Le non renouvellement des coupures d'impôt de George W. Bush octroierait \$4 trillions au trésor américain et réduirait considérablement le déficit. Pourtant aucune décision n'a été prise en ce sens car c'est la paralysie politique qui est responsable de la crise.

### 1) Le premier adversaire d'Obama : le chômage<sup>4</sup>.

Il a été de 8,6% en novembre. Le *conventional wisdom* est qu'un Président ne peut conserver le pouvoir lorsque le taux de chômage est supérieur à 7,2%. Les équivalents récents sont : Nixon en 1972 (5,3%), Reagan en 1984 (7,2%), Clinton en 1996 (5,4%) et Bush fils en 2004 (5,4%). Carter et Bush père ont été défaits avec des scores de 7,5% et 7,4% respectivement en 1980 et 1992. Il reste le cas de FDR réélu en 1936 (16,6%) et 1940 (14,6%) pour consoler Obama sur ses chances de réélection !

### 2) Le second adversaire d'Obama : l'endettement colossal<sup>5</sup>.

- Le déficit fédéral annuel, chiffré en 2011 à presque \$1.3 trillion, représente presque 9% du PIB, soit un niveau jamais atteint en 60 ans (le double dans vingt ans « si la tendance se maintient »).
- La dette fédérale cumulée de quelque 15,5 trillions représente en 2011 plus de 100% du PIB (elle est en moyenne historiquement de 35%), et restera à ce niveau au moins jusqu'en 2016 selon les prévisions officielles de l'OMB, tout dépendant des prédictions faites sur la croissance et si rien de significatif n'est mis en œuvre (certains, assez pessimistes estiment que l'endettement dépassera en fait très largement l'équivalent du PIB, allant jusqu'à le doubler en pourcentage d'ici les années 2030<sup>6</sup>).
- La dette publique de tous les niveaux de gouvernement, évaluée à plus de \$18 trillions représente déjà davantage que l'équivalent du PIB (120%) en 2011. Il est prévu qu'elle se situe à \$25 trillions en 2016.
- Un différentiel de 10% du PIB entre revenus et dépenses a marqué le budget de 2011; 4.2% du PIB allant à la défense, 4.7% à la sécurité sociale, 5.1% à *Medicare* et *Medicaid*.
- Il n'y a surtout pas de croissance, ni de productivité, accrue à moyen terme et on ne sait comment elles pourront être générées, dans le contexte de l'endettement c'est une donnée majeure.
- L'accord budgétaire de l'été dernier ne représente qu'une petite goutte dans le grand vase de la dette : des coupures négociées (ou imposées) de \$2.1 trillions d'ici 2021, tandis que la dette autorisée pour 2012 est de \$14.3 trillions et qu'il faut trouver \$77.9 trillions pour financer sur vingt ans les programmes médicaux et sociaux !
- Les causes sont multiples : le vieillissement de la population, l'espérance de vie accrue, les progrès médicaux, la nouvelle assurance santé, l'intérêt sur les emprunts fédéraux, les dépenses en défense (\$1 trillion annuellement en incluant tout) et les promesses d'allègements fiscaux faites par Bush et préservées âprement par les républicains.

À noter que la Chine est le plus grand créancier étranger du trésor américain : du 30% de la dette fédérale qui est financée par des emprunts internationaux, plus du tiers provient de la Chine soit 13% de tous les bons du trésor américains.

À noter que la défense et les dépenses obligatoires de santé et d'assistance sociale représentent plus de 80% des dépenses fédérales. Et la part de ces obligations dédiée à la population âgée va augmenter de 72% en 2010 à 77% en 2020. Il est peu probable dans un avenir prévisible que les États-Unis puissent de nouveau améliorer, comme par le passé, le niveau de vie de leur population.

- |   |
|---|
| ✓ Obama : un bilan économique mitigé                            |
| ✓ Deux handicaps majeurs : le chômage et l'endettement colossal |

### 3. Un électorat volatile et polarisé

Le centre électoral tient bon et est plutôt pragmatique, il soutient même davantage les démocrates que les républicains. **L'idéologie de l'électorat demeure centriste.** Et c'est là tout le problème des républicains. Malgré l'influence vocale du *Tea Party*, deux Américains sur trois veulent préserver *Medicare* et la sécurité sociale; un peu plus de 50% sont d'accord avec des hausses d'impôt. Le dernier « terrain électoral » de Joe Klein<sup>7</sup> en dit long sur l'humeur électorale beaucoup plus modérée et réaliste que le débat ne le laisse croire.

L'extrême polarisation du jeu politique mine la gouvernance du pays – comme l'a si bien démontré l'effrayante expérience de l'été dernier du débat sur le relèvement du niveau de la dette publique. L'impossible compromis entre Obama et le président de la Chambre des représentants John Boehner, s'accordant sur les coupures de \$4 trillions sur dix ans, a été rejeté par les élus républicains. Il y a en fin de compte chez les élites politiques véritablement une « Amérique bleue ET une Amérique rouge », contrairement à ce qu'affirmait Obama en 2008 et qui niait cette réalité. À titre d'exemple, dans les années 1950-1960, les votes au Congrès mettant fin aux tentatives de flibustes, étaient exceptionnels, alors qu'en 2009 et 2010 ces votes sont survenus 84 fois<sup>8</sup>. On atteint des sommets de **paralyse dans le fonctionnement des institutions politiques**, de l'avis d'à peu près tous les spécialistes.

Les élections législatives de 2010 ont représenté le plus important changement d'humeur depuis 1932 au Congrès. Les républicains ont justement gagné parce que les électeurs démocrates se sont abstenus. L'habituelle répartition votante « 40-20-40 » – 40% des électeurs votant fidèlement à chaque élection, 40% ne votant jamais et 20% ne votant qu'occasionnellement – a cette fois favorisé les républicains, tandis que les 20% occasionnels se sont abstenus, eux qui avaient résolument voté pour Obama en 2008<sup>9</sup>. Seront-ils là pour le président en 2012 ? De plus, où logeront **les électeurs indépendants** qui, en 2010, comptaient pour près de 30% de l'électorat ? L'élection se joue désormais auprès de cette tranche électorale devenue aujourd'hui presque aussi importante que les électeurs qui s'identifient aux deux partis (en 2010, selon les sondages aux sorties des urnes (*exit polls*), 29% des électeurs se disaient indépendants, 35% républicains et 35% démocrates). En outre, en prévision de la

prochaine campagne, le vote de cinquante millions de nouveaux électeurs sera virtuellement disponible : jeune, ethnique (hispanique), et majoritairement féminin, autant d'atouts potentiels pour Obama. En revanche, la carte électorale changera : plus de comtés et d'États républicains au Sud, car davantage peuplés, et moins d'États démocrates au Nord, car leurs populations diminuent.

- ✓ Une idéologie centriste de l'électorat
- ✓ Une extrême polarisation du jeu politique mine la gouvernance du pays
- ✓ Un électorat instable depuis les élections législatives de 2010

## 4. L'effet du *Tea party* et des indignés de *Wall Street*

Fondamentalement « libertarien », protestataire et anti-étatiste, le *Tea Party* rappelle la révolte d'il y a 235 ans et le populisme Jeffersonien. À l'instar des évangéliques chrétiens, ils sont opposés à Obama et à ses politiques. Contre toute forme de redistribution de la richesse, ils adhèrent au catéchisme économique de Grover Norquist, entrepreneur en chef de la lutte à toute hausse d'impôt<sup>10</sup>. Contre l'État providence, **le *Tea Party* est pour « moins »** : moins de dépenses, moins de gouvernement, moins d'engagement à l'étranger<sup>11</sup>.

Signe d'une « relocalisation » ou d'une « re-communautarisation » de la politique, le *Tea Party* est un mouvement populiste et hétérogène, et non un parti<sup>12</sup>. Pas vraiment de leader, mais intimement lié aux républicains (dont les plus connus sont Glenn Beck, Sarah Palin et Michele Bachmann...). Le *Tea Party* est motivé par trois facteurs : sa rage devant la crise financière de 2008 et les programmes d'aide du gouvernement, l'institution et la réforme du programme de santé, et sa haine viscérale à l'endroit d'Obama. En ce sens, **le *Tea Party* a par effet de pollinisation encouragé la radicalisation des républicains**. Fait à noter : les *Tea Partiers* (quelque 15% des adultes) sont majoritairement blancs, mâles, mariés, éduqués, plus âgés, individualistes, et avec des revenus supérieurs à la moyenne. Ce n'est pas un mouvement social qui fait d'enjeux tels l'avortement, l'homosexualité et le divorce sa préoccupation principale (quoique cela les concerne tout de même). Le cheval de bataille du *Tea Party* est le gouvernement, l'économie, l'immigration et ...Dieu. Sa philosophie est celle optimiste du « *get the government off the back of the people* » de Reagan – même si elle est complètement révolue et au passé idéalisé (car historiquement fausse). Le *Tea Party* dénote surtout, de l'avis des spécialistes, une forte diminution de la confiance des Américains envers les actions de leurs gouvernements...

En quelque sorte, mais de manière résolument différente, la révolte du *Tea Party* se prolonge aujourd'hui à sa gauche avec le mouvement des « indignés ». Autant le *Tea Party* peut faire mal aux républicains, ceux-ci jugés alors trop radicaux, autant le mouvement anti *Wall Street* peut nuire aux démocrates et à leur Président, celui-ci étant étiqueté trop *establishment* car refusant de sanctionner les banques, les milieux financiers, pour leurs abus et leurs actions qui ont contribué au dépérissement de l'économie américaine. Celles et ceux des indignés qui ont ainsi crû au « rêve Obama » *Yes We Can*, sont désabusés face à un président qui, à leurs yeux, n'a pu réaliser ses promesses. Pour les indignés, le résultat a été plutôt *No He Couldn't*.

- ✓ Le *Tea party* est un mouvement populiste et hétérogène et non un parti
- ✓ Ses trois chevaux de bataille : la crise financière de 2008, la réforme du système de santé, une haine à l'égard d'Obama
- ✓ Le *Tea party* a provoqué la radicalisation des républicains
- ✓ Le mouvement des « indignés » peut être considéré comme un prolongement plus à gauche de la révolte du *Tea Party*

## 5. Les enjeux de politique étrangère

Les historiens se rappelleront peut-être de l'été dernier comme le moment, « la date » où les États-Unis ont véritablement amorcé leur déclin...

Car **les États-Unis sont une puissance en déclin** : à la fois face à la mondialisation, aux technologies, aux déficits et à leur appétit énergétique – en plus de la multipolarité croissante<sup>13</sup>. La politique étrangère d'Obama peut être décrite comme une autre tentative de diminution des engagements (le « retranchement intelligent », rappelant celui de Nixon). Oussama Ben Laden ne blaguait pas quand il promettait de saigner à blanc l'économie américaine et de provoquer ainsi sa banqueroute. \$5 trillions sur dix ans (guerres, défense et sécurité intérieure) et taux de pauvreté de 15%, provoquant des déficits financier, moraux et « d'attention ». Obama devait en 2009 tout restaurer, tout en maintenant intact le budget de défense des États-Unis (20% du budget fédéral). Comme après le Vietnam, on sent que les Américains sont animés par un sentiment de « *intervention fatigue* » : on ne parle plus de promotion de la démocratie ni de « *nation building* ».  $\frac{2}{3}$  des Américains estiment que les États-Unis sont trop engagés dans les affaires du monde.  $\frac{2}{3}$  d'entre eux jugent aussi que la plus grande menace à la stabilité des États-Unis est interne<sup>14</sup>. Les experts sont généralement d'accord pour affirmer que le déclin est d'abord et avant tout domestique car il met en péril à long terme la puissance et l'influence américaines sur la scène internationale. « *Internal rot is more deadly than external changes in the balance of power* », concluent Friedman et Mandelbaum<sup>15</sup>.

Obama s'est avéré un excellent président de politique étrangère et – preuve en est – les républicains n'ont à peu près rien à lui reprocher, surtout depuis l'opération spéciale qui a éliminé Ben Laden le 1<sup>er</sup> mai dernier, et qui aurait pu s'avérer une catastrophe à la Carter (l'opération avortée d'avril 1980). **Le président est solide sur les questions de sécurité nationale et quasi inattaquable**, notamment sur l'Irak, l'Afghanistan, la Libye. Tandis que certains problèmes demeurent préoccupants : en Iran, Irak, au Pakistan, Moyen-Orient, ou concernant le terrorisme international. Certains enjeux ont causé bien des déceptions : Guantanamo, Israël, traité international sur la réduction des gaz à effet de serre. Mais surtout, Obama doit éviter toute bavure importante de politique étrangère et éviter tout « syndrome Carter » (les échecs de politique étrangère ayant miné la crédibilité de celui-ci à la fin de son mandat).

Les candidats républicains sont assez faibles sur ces enjeux, Mitt Romney est le plus spécifique d'entre eux et le « mieux préparé » (avec une équipe héritée de celle de G. W. Bush dont il s'est entouré). Des divisions entre candidats s'expriment sur les modalités de la politique étrangère : retrait de l'Afghanistan, intervention libyenne, les

réactions face au potentiel nucléaire iranien, sur les rapports avec la Chine et le Pakistan... Notons au passage une première : la défense n'est plus une vache sacrée dans les discours républicains. Autre tendance : **la vague conservatrice a véritablement supplanté l'assise traditionnelle de l'establishment des républicains internationalistes modérés**. Cette vague est en effet plus idéologique et moins pragmatiste. Enfin, la vieille élite de politique étrangère du parti rejoint bizarrement le *Tea Party* en prônant moins d'engagement extérieur<sup>16</sup>.

- ✓ Les États-Unis sont une puissance en déclin
- ✓ On ne parle plus de promotion de la démocratie ni de « nation building »
- ✓ Obama ne prête pas le flanc à la critique en matière de politique étrangère
- ✓ Les candidats républicains sont assez faibles sur ce sujet

## 6. Investiture républicaine : la saison des perséides

**La course à l'investiture républicaine ressemble beaucoup à la saison des perséides**, ces étoiles filantes bien connues au Québec, qui scintillent brièvement dans le ciel et qui disparaissent en moins d'une seconde.

- **Michèle Bachmann** (représentante du Minnesota) en est un bon exemple. Entrée dans la course en juin, elle était 2<sup>e</sup> dans les intentions de vote en juillet (14%), a remporté un vote symbolique (*straw poll*) en Iowa en août, mais était 6<sup>e</sup> dans les sondages au début décembre 2011<sup>17</sup>.
- **Rick Perry** (gouverneur du Texas) illustre également le caractère éphémère de certaines candidatures républicaines. Entré dans la compétition en août, il menait la course à la mi-septembre (31% des intentions de vote), mais était 5<sup>e</sup> (7,2%) au début décembre.
- Une autre étoile filante du parti a été **Herman Cain** (homme d'affaires et novice en politique). 6<sup>e</sup> favori avec 5% des intentions de vote à la fin septembre 2011, il s'est hissé en tête de peloton un mois plus tard, recueillant 26% d'appuis. Il a cependant connu un sort semblable à ceux de Bachmann et Perry. Au début décembre, ses appuis avaient chuté à 14%, ce qui lui valait la 3<sup>e</sup> place parmi les candidats républicains. Il s'est finalement retiré de la course en raison, entre autres, d'accusations de harcèlement sexuel et d'adultère à son endroit.
- **Newt Gingrich** (président de la Chambre des représentants à l'époque de Bill Clinton) a semblé profité de la dégringolade de Cain. Gingrich était 4<sup>e</sup> avec 7,7% d'appuis à la mi-octobre 2011, mais a bondi dans les sondages et était le favori au début décembre, avec 26,6% d'intentions de votes.

Si la course républicaine est palpitante et riche en rebondissements, elle a tout de même quelque chose d'inhabituel, car **c'est la première fois, depuis quarante ans, que les républicains tardent autant à identifier leur favori**.

- Comme l'expliquait récemment Jeffrey Jones de l'institut *Gallup*<sup>18</sup>, depuis 1972, les électeurs républicains ont généralement eu l'habitude d'identifier un candidat pressenti près de deux ans avant la présidentielle. Ce fut le cas avec Nixon en 1972, Ford en 1976, Reagan en 1980 et 1984, Bush en 1988 et 1992, Dole en 1996, W. Bush en 2000 et 2004 et Giuliani en 2008. De ceux-ci, seul Giuliani n'avait pas réussi à gagner l'investiture.

Les raisons pour lesquelles on ne connaît pas encore le favori républicain pour 2012 sont nombreuses : divisions au sein du parti entre l'extrême droite associée au *Tea Party* et les républicains plus modérés; frustrations populaires à l'égard des politiciens; volatilité de l'électorat, etc.

Une autre raison qui explique pourquoi les républicains n'ont pas encore de meneur est **que le parti n'a pas su identifier de solides candidatures cette année.**

Hormis les candidats auxquels bien peu ont cru jusqu'à présent - dont le passionné libertarien Ron Paul, l'invisible Rick Santorum et l'ancien ami d'Obama Jon Huntsman -, les cinq prétendants républicains dont on a le plus parlé ont tous d'importantes lacunes :

- Avant de quitter la course, **Herman Cain** se faisait souvent reprocher son manque d'expérience en politique (il ne sait pas vraiment ce qu'est la Lybie et croit que la Chine se dotera bientôt de la bombe nucléaire alors qu'elle la possède depuis 1964!). On disait également de Cain qu'il était trop conservateur pour gagner l'appui des indépendants et des modérés dans un an.
- Même problème du côté de **Michele Bachmann**, que les indépendants et modérés trouvent trop conservatrice. Qui plus est, comment croire aux chances de Bachmann de l'emporter quand on constate que **le dernier représentant de la Chambre à avoir gagné une présidentielle est James Garfield en 1880?**
- **Rick Perry** déplaît à la base républicaine à cause de ses positions sur l'immigration (il est contre la construction d'une barrière de sécurité entre les États-Unis et le Mexique). Qui plus est, ses performances lamentables lors des débats républicains ont semé le doute quant à ses compétences. Il rappelle aussi George W. Bush à certains égards : gouverneur du Texas, même style cavalier, cowboy et insolent, etc.
- **Newt Gingrich** est une figure polarisante qui plaît à plusieurs républicains conservateurs, mais dont le statut d'initié et d'*insider* à Washington pourrait déplaire aux électeurs qui en ont assez d'élire toujours les mêmes politiciens.
- **Mitt Romney** est le seul républicain qui ne peut être qualifié de perséide. Ses appuis sont stables depuis un an : ils étaient à 22% au début novembre 2010 et à 21% un an plus tard. Pour cette raison, **Romney est souvent vu comme le favori pour gagner l'investiture.** Or, ses maigres appuis illustrent que sa candidature comporte aussi des lacunes : il est perçu comme l'un des plus modérés du groupe, ce qui agace les partisans du *Tea Party* et les républicains les plus conservateurs; il ajuste ses positions sur les enjeux au gré de l'humeur des électeurs (on dit à cet égard qu'il est une girouette, un « flip-flopper »); il était gouverneur du Massachusetts quand l'État a adopté une réforme d'assurance santé que plusieurs disent semblable à la réforme proposée plus tard par Obama...

- |  |
|--|
| ✓ Première fois en quarante ans que les républicains tardent autant à identifier leur favori |
| ✓ Importantes lacunes des prétendants républicains dont on a le plus parlé                   |
| ✓ Mitt Romney est le seul républicain qui ne peut être qualifié de perséide                  |

## 7 ■ Les républicains et les enjeux de politique intérieure

Une autre raison pour laquelle les candidats républicains plaisent plus ou moins aux électeurs, c'est **qu'il a été difficile, jusqu'à présent, de savoir comment ils relèveront les grands défis de politique intérieure du pays.**

Selon un récent sondage *Gallup*, **les dossiers les plus importants aux yeux des Américains sont le chômage et l'emploi, l'économie en général, le déficit du budget fédéral, les soins de santé et l'immigration**<sup>19</sup>.

Jusqu'à présent, les candidats républicains ont certes donné quelques indices à propos des gestes qu'ils poseraient en ce qui a trait à ces dossiers.

- Par exemple, avant de quitter la course, Herman Cain a proposé de remplacer le code de taxes actuel par un programme beaucoup plus simple, la formule « 9-9-9 », qui vise à imposer un taux de 9 % pour l'impôt sur le revenu de tous les individus, 9 % pour l'impôt sur le revenu de toutes les entreprises et 9 % pour la taxe sur les ventes.
- Cette formule a retenu l'attention des Américains parce qu'elle est d'une grande simplicité. Or, plusieurs observateurs évaluant les possibles effets du programme « 9-9-9 » ont jeté un certain discrédit sur les idées de Cain, en rappelant, par exemple, qu'il doublerait presque les impôts des familles de classe moyenne<sup>20</sup>.

Au-delà de telles formules « accrocheuses », qui ont permis aux candidats de courtiser certains segments de l'électorat républicain, **les candidats républicains n'ont donc pas encore terminé de tester les idées qu'ils entendent mettre de l'avant pour régler les crises du pays.**

À cet égard, les sites Internet des cinq candidats qui ont fait couler le plus d'encre ces derniers mois (Bachmann, Perry, Cain, Gingrich et Romney), illustrent que **seuls Romney et Perry possédaient, au début novembre 2011, des programmes politiques détaillés.**

En comparaison, les sites de Bachmann, Gingrich et Cain ne contenaient que quelques bribes d'information à propos de leurs intentions.

Hormis les différences entre les candidats sur certaines questions (par exemple, Perry s'est démarqué en affirmant qu'il doute de l'efficacité de la construction d'une barrière de sécurité entre les États-Unis et le Mexique pour lutter contre l'immigration illégale), **il existe plusieurs similitudes entre les intentions des candidats sur les questions de politique intérieure.**

Tous veulent :

- abroger *Obamacare*;
- signer de nouveaux accords de commerce à l'échelle internationale pour relancer l'emploi;
- réduire la taille de l'État fédéral en coupant les dépenses gouvernementales pour divers programmes (santé, retraites, etc.);

- lutter contre des mesures environnementales comme les taxes sur le carbone (*cap-and-trade*) – même si Romney semble moins jusqu’au-boutiste sur cette question.

- ✓ Dossiers les plus importants aux yeux des Américains : chômage, emploi, économie en général, déficit du budget fédéral, soins de santé, immigration
- ✓ Seuls Romney et Perry avaient, au début novembre 2011, un programme politique détaillé
- ✓ Intentions similaires des candidats : abroger *Obamacare*, relancer l’emploi en signant de nouveaux accords de commerce, réduire la taille de l’État fédéral, lutter contre certaines mesures environnementales

## 8. La course au financement électoral

Tenant de courtiser l’électorat à l’aide de telles promesses, Bachmann, Gingrich, Romney, Perry et autres républicains sont également engagés dans une lutte à finir pour recueillir le financement nécessaire pour gagner la présidence.

**En date du 30 septembre 2011<sup>21</sup>, Romney et Perry étaient les meneurs sur ce plan :**

- Romney avait recueilli un total de 32 millions pour sa campagne et il disposait encore de 14,5 millions pour continuer la course;
- Perry avait recueilli 17 millions et il disposait encore de 15 millions pour continuer;
- Bachmann et Cain avaient respectivement recueilli 7,5 et 5,3 millions et il leur restait chacun 1,3 millions pour poursuivre la course;
- Gingrich avait levé moins de 3 millions et il restait à peine 350 000 dollars dans sa cagnotte.

Autre fait important à propos du financement : **Barack Obama avait, en date du 30 septembre 2011, récolté plus d’argent pour 2012 que tous les candidats républicains réunis** (il avait recueilli 90 millions au total et disposait encore de 61 millions pour sa campagne).

Ces chiffres indiquent qu’Obama reste encore très puissant sur le plan du financement malgré ses taux d’approbation peu élevés.

En 2008, souvenons-nous qu’il avait dépensé 730 millions pour l’emporter, soit plus du double que son adversaire John McCain (333 millions).

Le défi pour l’adversaire d’Obama en 2012 sera donc de faire mieux que McCain en 2008. Or, **plus la course à l’investiture républicaine s’éternisera, plus les républicains en lice devront épuiser leurs ressources financières à un rythme plus rapide que celui d’Obama**, dont les principales activités électorales débiteront réellement lorsque l’identité de l’aspirant républicain sera connue.

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"><li>✓ Au début novembre 2011, Romney et Perry menaient la course au financement électoral chez les républicains</li><li>✓ Jusqu'à présent, Obama a récolté plus d'argent que tous les candidats républicains réunis</li></ul> |
|---|

## 9. Primaires et États à surveiller

**Les premiers votes officiels visant à choisir le candidat à l'investiture républicaine débiteront en janvier prochain.** C'est à ce moment que commencera la saison des primaires et des caucus, une série d'élections au sein des partis républicain et démocrate se déroulant dans les divers États américains jusqu'en juin et qui viseront à déterminer qui seront les candidats des deux partis à l'élection générale du 6 novembre 2012.

Du côté démocrate, les primaires seront symboliques, car Barack Obama ne fait face à aucune opposition crédible. Ainsi, des courses auront lieu dans les divers États américains, mais viseront surtout à confirmer ce que l'on sait déjà, c'est-à-dire qu'Obama sera le candidat démocrate en 2012.

**Parmi les courses républicaines, les deux premières, qui ont lieu en Iowa et au New Hampshire, seront déterminantes.**

**En effet, depuis 1976, tous les candidats républicains à l'élection présidentielle ont gagné l'une ou l'autre de ces deux premières courses.**

Cette année, la course en Iowa aura lieu le 3 janvier et celle au New Hampshire le 10 janvier.

Au début décembre 2011, Gingrich menait la course en Iowa, avec 26% des intentions de vote, suivaient dans l'ordre :

- Mitt Romney (15,8%)
- Ron Paul (13,6%)
- Herman Cain (12%)
- Michele Bachmann (7,8%)
- Rick Perry (6,6%)

Au New Hampshire, Romney était le grand favori, avec 36,7% d'appuis, suivaient dans l'ordre :

- Newt Gingrich (20,2%)
- Ron Paul (13,8%)
- Jon Huntsman (8,8%)
- Herman Cain (6,2%)
- Rick Perry (2,8%)

Parmi les autres soirées importantes des primaires républicaines, deux autres seront à surveiller :

Primaire en Caroline du Sud (21 janvier) :

- Elle permettra d'évaluer la capacité des candidats de remporter des courses dans le Sud des États-Unis, une région à tendance

conservatrice qui pourrait être hostile à la candidature de modérés comme Romney.

- Au début décembre 2011, Gingrich (26.3%) et Romney (17,7%) étaient les deux meneurs dans les intentions de vote dans cet état.

« Super Tuesday » (6 mars) :

- C'est une soirée importante, car **les courses dans une dizaine d'États de régions différentes se dérouleront ce soir-là**, dont celles au Massachusetts, en Alaska et en Virginie.
- On pourra alors évaluer la capacité des candidats de gagner dans plusieurs régions et États différents, ce qui est essentiel pour gagner l'élection présidentielle.

- ✓ Les primaires en Iowa (3 janvier) et au New Hampshire (10 janvier) seront déterminantes : depuis 1976, tous les candidats républicains à l'élection présidentielle ont gagné l'une ou l'autre de ces deux premières courses
- ✓ Autres dates à surveiller : primaire en Caroline du Sud le 21 janvier et le « Super Tuesday » le 6 mars

## 10. Impact sur le Québec

Alors que les Québécois-es portent, depuis quelques années, une grande attention aux élections se déroulant chez nos voisins du Sud, il n'est pas toujours facile d'évaluer l'impact qu'elles peuvent avoir sur nous.

Jusqu'à présent, inutile de dire que **les républicains n'ont pas abordé le thème des relations entre le Canada et les États-Unis dans les débats, encore moins celui des relations entre le Québec et les États-Unis.**

Il convient cependant de rappeler quelques données à propos des positions des deux partis sur des enjeux qui nous sont chers :

### 1- Les républicains sont généralement moins protectionnistes que les démocrates en matière de commerce

- Au lendemain des élections de 2008, ce sont la plupart du temps des démocrates qui ont suggéré l'adoption, au Congrès, de mesures protectionnistes comme les clauses « *Buy American* » ;
- Ce sont également des démocrates comme Sander Levin (Michigan) qui s'opposaient à de nouveaux accords de commerce avec des pays comme la Corée du Sud, le Panama et la Colombie ;
- Après la victoire républicaine aux *midterms* de 2010, les républicains ont repris des postes d'influence au sein de la Chambre des représentants, dont la présidence de la commission sur les Voies et les Moyens (*House Ways and Means Committee*), qui est la première commission du Congrès responsable de débattre des accords commerciaux. Ces républicains ont milité pour l'entrée en vigueur des trois accords de commerce susmentionnés, lesquels ont finalement été entérinés par le Congrès le 12 octobre dernier.
- Comme l'illustre cet exemple, **une victoire républicaine à la présidentielle**

**et aux élections au Congrès en 2012 rendrait donc moins probable l'adoption de mesures protectionnistes en matière de commerce.** Par conséquent, la possibilité de querelles commerciales entre le Canada/Québec et les États-Unis pourrait en être réduite.

**2- Plusieurs républicains ont cependant un point de vue contraire à celui de la majorité des Québécois-es sur d'autres enjeux :**

- La plupart des républicains s'oppose à des mesures gouvernementales pour lutter contre le réchauffement climatique, la taxe sur le carbone par exemple (les principaux candidats à la présidentielle sont particulièrement intractables sur ce point);
- Les inquiétudes républicaines à propos de la dette font aussi en sorte qu'une victoire républicaine en 2012 ferait de Washington une ville beaucoup moins encline à investir dans le développement des réseaux de train à grande vitesse proposé par Obama au lendemain de l'élection de 2008, trains qui visaient à relier, entre autres, Montréal aux villes de New York et de Boston.

**3- Pour connaître l'impact des élections de 2012 sur le Québec, il faudra donc évaluer, d'ici le 6 novembre prochain, si Obama risque de perdre la présidentielle, mais aussi les chances des républicains de reprendre le contrôle des deux chambres du Congrès (Chambre des représentants et Sénat) :**

- Les républicains contrôlent la Chambre des représentants depuis les élections de 2010 (avec 242 sièges contre 192 démocrates). Or, les 435 sièges de la Chambre seront à pourvoir le même soir que l'élection présidentielle de 2012.
- Au Sénat, les démocrates sont actuellement majoritaires (avec 53 sièges contre 47 républicains). Or, un tiers des 100 sièges du Sénat sont à pourvoir en novembre prochain, et les républicains sont en bonne position, à un an du scrutin, pour gagner les 4 sièges nécessaires pour reprendre le contrôle de cette chambre<sup>22</sup>.

- ✓ Les candidats républicains n'ont pas abordé d'enjeux touchant aux relations avec le Canada et le Québec
- ✓ Les républicains sont généralement moins protectionnistes que les démocrates en matière de commerce
- ✓ Les républicains ont cependant un point de vue contraire à celui de la majorité des Québécois-es sur le réchauffement climatique et le train à grande vitesse

## CONCLUSION

### Scénarios et chances d'Obama de l'emporter

Il est encore tôt pour y aller de prédictions mais on peut évoquer les scénarios et les données qui permettent d'anticiper les possibilités<sup>23</sup>.

Comme le rappelait récemment le professeur Matthew Dickinson<sup>24</sup>, **les sondages à dix ou quatorze mois du scrutin donnent généralement peu d'indices sur ce qui risque de se produire le soir de l'élection générale :**

- À dix mois de l'élection générale de 1984 par exemple, Reagan menait seulement par un point dans les sondages alors qu'il gagna finalement par 18 points devant Walter Mondale ;
- En 2004, Bush menait par 15 points à un an du scrutin, mais l'emporta seulement par 3 points devant Kerry.

Selon Nate Silver, un des meilleurs analystes des élections américaines, **on peut cependant s'appuyer sur trois variables pour évaluer les chances d'Obama d'être réélu en 2012<sup>25</sup> :**

- 1 La première est son taux d'approbation :
  - Depuis 1944, année où l'on a commencé à mesurer le taux d'approbation des présidents, **le parti au pouvoir à la Maison-Blanche a toujours perdu la présidentielle lorsque le taux d'approbation de son président était inférieur à 49% à un an du scrutin.**
  - C'est du moins ce qui s'est produit en 1952, 1968, 1976, 1980 et 2008.
  - Ainsi, que le taux d'approbation d'Obama se situe à 45% à un an du scrutin illustre qu'il est dans une situation précaire.
- 2 La deuxième variable permettant d'évaluer les chances d'Obama d'être réélu est l'état de l'économie, que l'on peut quantifier à l'aide du taux de chômage, mais aussi à l'aide de la croissance du PIB américain.
  - À ce titre, on constate que **depuis 1944, le parti au pouvoir à la Maison-Blanche a toujours perdu la présidentielle lorsque la croissance du PIB pendant l'année électorale était inférieure à 0,5%.**
  - C'est du moins ce qui s'est produit en 1960, 1980 et 2008.
  - Ainsi, Obama devra pouvoir compter sur une croissance appréciable du PIB en 2012 pour être réélu.
  - En octobre dernier, **un groupe d'économistes sondé par le *Wall Street Journal* prédisait que la croissance du PIB serait de 2,3% pour 2012, ce qui serait une bonne nouvelle pour Obama<sup>26</sup>.**
- 3 La troisième variable permettant d'évaluer les chances d'Obama de l'emporter est l'idéologie du candidat républicain qui l'affrontera :
  - Comme on le sait, une grande proportion d'électeurs américains se disent indépendants ou modérés (en 2008, 29% des électeurs se disaient indépendants et 44% se disaient modérés).
  - En vue du scrutin présidentiel, les partis doivent donc identifier la meilleure stratégie pour gagner le vote de ces électeurs. À cet égard, **les républicains aideraient sans doute Obama s'ils choisissaient un candidat très à droite comme Gingrich ou Perry au lieu d'un Mitt Romney, plus susceptible de**

- **plaire aux indépendants et aux modérés.**
- L'histoire des présidentielles américaines regorge d'exemples de candidatures extrémistes (soit à gauche, soit à droite) qui n'ont mené nulle part lors de l'élection générale, qu'on pense à celles de George McGovern en 1972 ou de Barry Goldwater en 1964.
- À ce titre, les sondages illustrent depuis plusieurs semaines que **le face-à-face qui donne le plus de chances de gagner aux républicains est celui qui opposerait Romney à Obama**<sup>27</sup>.
- Les conservateurs républicains devront donc peut-être se rendre à l'évidence : Romney n'est pas le candidat idéal pour eux, mais est peut-être le choix inévitable si le but est réellement de chasser Obama du pouvoir.

En somme, il est bien possible qu'au bout du compte le Président Obama l'emporte par une infime majorité, **si les démocrates et les indépendants vont voter**. Pour ce faire, il faut qu'Obama résolve les exigences suivantes : (1) conserver les acquis du vote démocrate libéral ou de gauche (ce qui n'est pas gagné) et (2) reconquérir celui des modérés et des indépendants (perdu en 2010). Il doit dominer entièrement le centre de l'électorat, ni trop à gauche ni trop à droite (le « pari centriste »). Habitué au rôle de l'*underdog*, il reste tout de même l'un des meilleurs *campaigners* de l'Histoire, ce qui permet donc de croire que l'on aura droit à une course serrée même si le contexte favoriserait normalement une victoire républicaine.

---

<sup>1</sup> Ron Suskind, *Confidence Men. Wall Street, Washington, and the Education of a President*, New York, HarperCollins, 2011, 515p.

<sup>2</sup> John Parisella, « Obama: From a Transformational to a Transactional President », *Options politiques*, octobre 2010, p. 34-37.

<sup>3</sup> Benjamin Friedman, « The No-Growth Trap », *The National Interest*, no. 116, novembre-décembre 2011, p. 36-37.

<sup>4</sup> Anne-Lorraine Bujon, « États-Unis : un rêve à réinventer », *Politique internationale*, no. 132, été 2011, p. 313-328.

<sup>5</sup> Tous les chiffres proviennent du site officiel de l'OMB – le *Office of Management and Budget* – du gouvernement américain, consulté et vérifié en ligne le 28 novembre 2011 à : [http://www.usgovernmentspending.com/federal\\_debt\\_chart.html](http://www.usgovernmentspending.com/federal_debt_chart.html)

<sup>6</sup> Jeffrey Sachs, « How to Tame the Deficit », *Time*, 15 février 2010, p. 36-39.

<sup>7</sup> Lire les chroniques de Joe Klein, « In the Arena » sur son blogue, <http://www.time.com/time/columnist/klein>

<sup>8</sup> Stanley Hoffmann, « A Cure for a Sick Country », *The New York Review of Books*, 27 octobre 2011, p. 4.

<sup>9</sup> Andrew Hacker, « The Next Election : The Surprising Reality », *The New York Review of Books*, 18 août 2011, p. 78-80.

<sup>10</sup> Ewen MacAskill, « Grover Norquist Hails Victory after Supercommittee Deal Fails », *The Guardian Weekly*, 22 novembre 2011, p. 7.

<sup>11</sup> Mark Lilla, « The Tea Party Jacobins », *The New York Review of Books*, 27 mai 2010, p. 53-56.

<sup>12</sup> Nicole Bacharan, « États-Unis : l'heure du thé », *Politique internationale*, no. 128, été 2010, p. 273-291.

<sup>13</sup> Thomas Friedman et Michael Mandelbaum, *That Used to be Us: How America Fell Behind in the World It Invented and How We can Come Back*, New York, Farrar, Strauss and Giroux, 2011, 380p.; Stephen Walt, « The End of the American Era », *The National Interest*, no. 116, novembre-décembre 2011, p. 6-16.

<sup>14</sup> Mark Penn, « The Pessimism Index », *Time*, 11 juillet 2011, p.36-37.

<sup>15</sup> Friedman et Mandelbaum, *op. cit.*, p. 16.

---

<sup>16</sup> Leslie Gelb, *Power Rules: How Common Sense Can Rescue American Foreign Policy*, New York, Harper, 334p; Richard Haass, « Bringing our Foreign Policy Home », *Time*, 8 août 2011, p. 42-43 ; Zaki Laidi, *Le monde selon Obama*, Paris, Stock, 2010, 288p.

<sup>17</sup> Les données de sondages présentées ici sont disponibles sur le site *RealClearPolitics* : [http://www.realclearpolitics.com/epolls/2012/president/us/republican\\_presidential\\_nomination-1452.html](http://www.realclearpolitics.com/epolls/2012/president/us/republican_presidential_nomination-1452.html)

<sup>18</sup> Jeffrey Jones, « No Early Front-Runner for 2012 GOP Presidential Nomination », Gallup, 16 novembre 2010, <http://www.gallup.com/poll/144668/No-Early-Front-Runner-2012-GOP-Presidential-Nomination.aspx>

<sup>19</sup> Jeffrey Jones, « Unemployment Re-Emerges as Most Important Problem in U.S. », Gallup, 15 septembre 2011, <http://www.gallup.com/poll/149453/Unemployment-Emerges-Important-Problem.aspx>

<sup>20</sup> Ben Forer, « 9-9-9 Plan Would Almost Double Taxes on Middle Class », ABC News, 12 octobre 2011 : <http://news.yahoo.com/9-9-9-plan-almost-double-taxes-middle-221958020.html>

<sup>21</sup> Auteur inconnu, « 2012 Presidential Candidate Fundraising Summary », OpenSecrets.org, 30 septembre 2011 : <http://www.opensecrets.org/pres12/index.php>

<sup>22</sup> C'est du moins l'analyse de Stuart Rothenberg, un des principaux experts américains des élections au Congrès. Voir le Rothenberg Political Report :

<http://rothenbergpoliticalreport.com/ratings/senate>

<sup>23</sup> Denis Lacorne, « États-Unis : trois scénarios pour 2012 », *Politique internationale*, no. 130, hiver 2011, p. 101-112.

<sup>24</sup> Matthew Dickinson, « Is Obama Unbeatable? Whistling in the Graveyard of Trial Heat Polling », *Presidential Power*, 24 septembre 2011 :

<http://blogs.middlebury.edu/presidentialpower/2011/09/24/is-obama-unbeatable-whistling-in-the-graveyard-of-trial-heat-polling/>

<sup>25</sup> Nate Silver, « Is Obama Toast? Handicapping the 2012 Election », *The New York Times*, 3 novembre 2011 : <http://www.nytimes.com/2011/11/06/magazine/nate-silver-handicaps-2012-election.html?pagewanted=all>

<sup>26</sup> *Ibid.*

<sup>27</sup> Consulter les données de sondages disponibles sur le site *RealClearPolitics* :

[http://www.realclearpolitics.com/epolls/2012/president/president\\_obama\\_vs\\_republican\\_candidates.html](http://www.realclearpolitics.com/epolls/2012/president/president_obama_vs_republican_candidates.html)